

CLAUSES SOCIALES ET COMMANDE PUBLIQUE

Guide à l'attention des acheteurs publics

Rédaction	Vérification	Approbation
Fabrice CERRONE Emilie MACHINAL Manuel MARTINEZ Mohamed TOBA (27/02/2014)	Mohamed TOBA (27/02/2014) Emilie MACHINAL (27/02/2014)	Dominique Demarta (17/03/2014)

1. PREAMBULE

La commande publique représente un levier économique qui peut contribuer à améliorer l'insertion et l'accès à l'emploi de personnes en difficultés sociales et socioprofessionnelles.

Le contexte global et législatif a considérablement évolué vers une démarche généralisée des politiques d'achats responsables incluant l'insertion sociale.

Le présent guide a pour vocation de faciliter et généraliser l'inclusion de clauses sociales dans les marchés publics de l'institution.

2. TABLE DES MATIERES

I. LES DISPOSITIFS D'INSERTION SOCIALE PREVUS PAR LE CODE DES MARCHES PUBLICS	3
II. L'INSERTION : CONDITION D'EXECUTION DU MARCHE (ARTICLE 14 CMP)	4
1. LES MARCHES CONCERNES.....	4
2. METHODE DE CALCUL DES HEURES D'INSERTION	5
3. L'INSERTION DES CLAUSES SOCIALES DANS LE DCE	7
4. LES OPTIONS OFFERTES A L'ENTREPRISE POUR LA MISE EN ŒUVRE	8
5. LES STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE (SIAE).....	10
6. LA MISE EN ŒUVRE ET L'EVALUATION DE L'INSERTION	12
III. LES MARCHES RESERVES A DES STRUCTURES EMPLOYANT DES PERSONNES HANDICAPEES (ART. 15 CMP).....	13
1. LES MARCHES CONCERNES	13
2. LES MODALITES DE PUBLICITE ET DE MISE EN CONCURRENCE.....	15
IV. LES MARCHES D'INSERTION (ART.30 CMP)	17
1. LES MARCHES CONCERNES	17
2. MISE EN CONCURRENCE ET PROCEDURE ALLEGEE	18

Modifications

Partie I paragraphe 3 : Concernant la possibilité de réserver des marchés à des structures employant des personnes handicapées. Vous pouvez bénéficier de l'accompagnement de la mission "handicap" (62.06) qui peut aider les services à repérer les marchés pertinents au regard des capacités de réponse des structures accueillant des travailleurs handicapés.

1

LES DISPOSITIFS D'INSERTION SOCIALE PREVUS PAR LE CODE DES MARCHES PUBLICS

La commande publique peut prendre en compte l'insertion par l'activité économique. Le code des marchés publics prévoit toute une série de dispositifs.

C'est ainsi qu'sur l'initiative du maître d'ouvrage, l'insertion sociale peut, selon l'article 14 du code, être une condition d'exécution du marché. Si l'on se réfère à l'article 53, l'insertion peut devenir l'un des critères de choix de l'entreprise attributaire. L'achat d'insertion peut être l'objet même du marché en application de l'article 30. Le maître d'ouvrage peut également réserver un marché à des structures employant des personnes handicapées par référence à l'article 15 du code.

Panorama des outils d'insertion prévus au CMP :

	Objectif de l'insertion	Types de prestataires titulaires des marchés
Article 14 * Clauses sociales dans les conditions d'exécution	L'entreprise attributaire s'engage à réserver une part des heures de travail générées par le marché à la réalisation d'une action d'insertion.	Entreprises de travaux, Prestataires de services, Fournisseurs
Article 15 * Marchés réservés	Le marché est réservé à des structures employant des personnes handicapées	EA, ESAT, etc.
Article 30 * Marché d'insertion	L'insertion est l'objet même du marché	Organismes d'insertion (ACI)
Article 53 I Attribution des marchés / Critère de sélection des offres	l'insertion devient l'un des critères de choix de l'entreprise attributaire, en plus des critères de « choix traditionnels » portant sur la réalisation de la prestation (valeur technique, prix, etc.)	Entreprises de travaux, Prestataires de services, Fournisseurs
Article 53 IV Droit de préférence	Droit de préférence, à égalité de prix ou équivalence d'offres, à l'offre de sociétés coopératives ouvrières de production, ou groupements de producteurs agricoles, ou artisans, ou entreprises adaptées, ou sociétés coopératives d'artistes.	Artisans Stés coopératives EA

* Dans une première étape, le conseil général met en œuvre les articles **14**, **15** et **30** du CMP.

2 L'INSERTION : CONDITION D'EXECUTION DU MARCHE (ART. 14 CMP)

2.1 Les marchés concernés

L'article 14 du code des marchés publics permet d'imposer au titulaire une action d'insertion lors de l'exécution du marché. L'entreprise s'engage à réaliser une action d'insertion sociale à hauteur d'un pourcentage d'heures défini par le pouvoir adjudicateur.

Tous les marchés peuvent être concernés

Tous les marchés de travaux et de services peuvent être concernés. La clause sociale peut être appliquée à tous les secteurs d'activités : le bâtiment, les travaux publics, le nettoyage, la collecte et le traitement des déchets, la restauration, l'entretien d'espaces verts ...

Il est recommandé de diversifier son application si l'on veut prendre en compte toutes les personnes éloignées de l'emploi. En plus du secteur BTP, on peut par exemple envisager des clauses sociales sur des marchés de prestations intellectuelles qui vont permettre de réserver des heures d'insertion à des jeunes diplômés qui peinent à trouver leur premier emploi.

Les marchés de fournitures sont moins propices à l'usage des clauses sociales car le fournisseur n'est pas souvent producteur et le marché génère un faible coût de main d'œuvre. Toutefois il faut également rester attentif aux éventuelles opportunités qui peuvent se rencontrer dans ce type de marchés.

Le repérage des marchés

Le repérage des marchés est assuré par les directions opérationnelles en collaboration avec le chargé de mission clauses sociales.

Des grilles de calcul des heures d'insertion donnant des montants minima pour les principaux travaux sont mises à disposition ([Lien calcul heures](#)) Elles représentent une aide à la décision.

Le chargé de mission clauses sociales assiste les directions opérationnelles pour identifier les marchés pertinents. Le choix sera fonction de la nature des prestations, la localisation du marché, le montant du marché, le public en difficulté qui pourrait être concerné, et l'offre d'insertion présente dans le secteur de l'Hérault.

L'organisation interne

Afin de faciliter la mise en œuvre, une organisation a été définie entre les rôles des différents acteurs :

[Lien processus de mise en œuvre de la clause d'insertion](#)

2 L'INSERTION : CONDITION D'EXECUTION DU MARCHE (ART. 14 CMP)

2.2 Méthode de calcul des heures d'insertion

Le pouvoir adjudicateur doit déterminer le nombre d'heures d'insertion qui devront être réalisées par le titulaire du marché. Quel que soit le volume arrêté, il s'agit d'un plancher minimal que l'entreprise devra respecter. Cette dernière pourra aller au-delà de ce minimum, étant entendu que cet effort supplémentaire n'aura pas d'incidence sur le choix de l'entreprise attributaire du marché.

La détermination du nombre d'heures dédiées à l'insertion dépend de la part de main d'œuvre nécessaire à la prestation.

1^{ère} étape : déterminer si le marché doit être soumis à clause

Pour ne pas pénaliser les petites entreprises, le principe est de ne soumettre à clause sociale que les lots ou marchés représentant **au minimum 130 heures d'insertion**.

Exception : si l'opération se situe dans le périmètre de la Charte ANRU, l'acheteur sera obligé de respecter au minimum 5% si les équipements sont financés par des aides ANRU.

2^{ème} étape : estimer la part de main d'œuvre par rapport au montant du marché

Il faut estimer la part de main d'œuvre du marché.

Dans le domaine du bâtiment et des travaux publics, il faut se référer à la composition des index « salaires et charges » :

[Structure des index BT](#)

[Structure des index TP](#)

EXEMPLE ▷ :

Lot Gros oeuvre : Montant estimatif du marché = 1 000 000 €

Part de main d'œuvre de l'index BT03 = 55%

Calcul de la part de main d'œuvre = 1 000 000 x 55 % = **550 000 €**

En cas de marché/lot faisant référence à plusieurs index, il a été décidé de prendre comme référence l'index ayant le plus faible pourcentage de main d'œuvre.

2 L'INSERTION : CONDITION D'EXECUTION DU MARCHÉ (ART. 14 CMP)

3^{ème} étape : déterminer l'effort d'insertion

Le taux d'insertion fixé par le conseil général est au minimum de 5%. L'effort d'insertion correspondra à 5% du montant de la part de main d'œuvre du marché.

EXEMPLE ▷ :

Effort d'insertion = 550 000 € x 5% = 27 500 €

4^{ème} étape : calculer le nombre d'heure d'insertion

Selon les métiers, le taux horaire salarial peut varier, il est préconisé de prendre le coût moyen de 30 € l'heure quel que soit le marché.

EXEMPLE ▷ :

Nombre d'heures d'insertion = 27 500 € / 30 = 916,66 heures

Arrondir au supérieur : 917 heures d'insertion à réaliser

A RETENIR :

Méthode de calcul des heures d'insertion

Part de main d'œuvre = montant du marché x taux de main d'œuvre = Total 1

Effort d'insertion = Total 1 x 5% = Total 2

Nombre d'heure d'insertion = Total 2 / 30

Lien : TABLEAU EXCEL PERMETTANT LE CALCUL AUTOMATIQUE DES HEURES D'INSERTION

NB : à titre dérogatoire, lorsque la part de main d'œuvre définie par les index ne correspond pas à la réalité de la part de main d'œuvre propre au marché, le nombre d'heures d'insertion peut être inférieur (validation par le chargé de mission clauses sociales au vu d'une justification).

2 L'INSERTION : CONDITION D'EXECUTION DU MARCHE (ART. 14 CMP)

2.3 L'insertion des clauses sociales dans le DCE

L'insertion des clauses sociales nécessite l'ajout de pièces supplémentaires dans le DCE et la rédaction de clauses spécifiques.

Les pièces supplémentaires à joindre au DCE

Deux pièces supplémentaires doivent être jointes au DCE :

- une [note d'information](#) destinée aux entreprises,
- une [annexe au CCAP](#) complétée par les services fixant le nombre d'heures d'insertion à réaliser (par lot si marché alloti)

Les clauses à insérer dans le DCE

Des clauses sont à insérer dans les pièces du DCE :

- AAPC : indication du recours à l'article 14 du CMP
- RC : modalités de mise en oeuvre de la clause
- CCAP : obligations contractuelles du titulaire, pénalités

Les clauses ont été paramétrés dans Marco, un mode opératoire a été rédigé afin de faciliter l'intégration des clauses dans les marchés :

[Lien pour accéder au mode opératoire](#)

A retenir :

- La clause sociale est un **élément de conformité de l'offre**. La clause sociale est une des conditions d'exécution du marché que toute entreprise doit s'engager à respecter lors du dépôt de son offre. Une offre qui ne respecte pas l'ensemble des engagements prévus au contrat est réputée irrégulière.
- Utilisé seul, l'article 14 ne permet pas d'apprécier la qualité du contenu de l'offre en matière d'insertion. **La mise en oeuvre de cet article n'a pas d'incidence sur le choix de l'entreprise.**
- L'acheteur doit **veiller à l'absence d'effet discriminatoire de la clause**, celle-ci ne devant pas limiter la concurrence. Les obligations d'insertion qui s'imposent de manière identique à toutes les entreprises concurrentes, ont pour effet de placer celles-ci sur un pied d'égalité, tant au point de vue de l'engagement des moyens qui leurs sont demandés qu'au point de vue de leur chance d'emporter le marché.

2 L'INSERTION : CONDITION D'EXECUTION DU MARCHE (ART. 14 CMP)

2.4 Les options offertes à l'entreprise pour la mise en œuvre

Les heures d'insertion peuvent être réalisées de différentes manières, au choix de l'entreprise. Dans le cadre du dispositif mis en place, le département offre aux entreprises des solutions préparées et adaptées.

Le recours à la sous-traitance

L'entreprise conclut un contrat de sous-traitance avec une **entreprise d'insertion**. Cette possibilité de sous-traiter ne peut pas être imposée par le pouvoir adjudicateur. Ce principe a été rappelé par une réponse ministérielle en date du 10 février 2004.

La sous-traitance peut être proposée par l'entreprise **lors du dépôt de l'offre ou après l'attribution du marché** (Article 114 CMP)

Le recours à la co-traitance

Dans le cas de la co-traitance, l'entreprise et la structure d'insertion répondent en commun à la procédure de consultation, **au moment du dépôt de l'offre**, et s'engagent conjointement sur l'objectif d'insertion.

La mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une **entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)**, d'un **groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)**, d'une **association intermédiaire (AI)**

L'embauche directe

L'embauche directe peut être envisagée par l'entreprise (en contrats à durée de chantier, contrats de professionnalisation, CDD, CDI, alternance, etc.)

Pour tout renseignement relatif aux modalités de mise œuvre :

Manuel Martinez
Chargé de mission clauses sociales
PDD – DIES
Service relation entreprises, économie sociale, solidaire
1000 rue d'Alco
34 087 MONTPELLIER Cedex 4
Poste :04.67.67.77.90

Les relais locaux gestionnaires de la clause d'insertion

Les relais locaux sont les interlocuteurs des entreprises attributaires en matière de recrutement de personnel et de suivi de la réalisation des obligations au titre de la clause sociale.

Les relais territoriaux sont activés par le chargé de mission clauses sociales en fonction de la zone géographique où seront localisés les travaux.

Ils ont un rôle d'accompagnement et de conseil vis à vis des entreprises.

Leur mission est de :

- Présenter l'offre d'insertion aux entreprises attributaires (*sous-traitance, mise à disposition, etc.*)
- Proposer le public en insertion aux entreprises
- Mobiliser les réseaux de l'insertion (conseillers RSA, missions locales, CCAS, PLIE, maisons de l'emploi, Pôle Emploi, SIAE...)
- Assurer le suivi des personnes en insertion
- Transmettre l'information au chargé de mission clauses sociales (tableau de suivi des heures d'insertion, difficultés...)

Les relais locaux peuvent activer les dispositifs d'aide au recrutement (formations préalables au recrutement, mesures pour l'emploi, prestations Pôle Emploi...)

Ils s'assurent de la prise en charge du suivi des personnes en insertion en fin de chantier, pour leur assurer une poursuite de leur parcours d'insertion afin de déboucher sur un emploi durable.

2

L'INSERTION : CONDITION D'EXECUTION DU MARCHE (ART. 14 CMP)

2.5 Les Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE)

- **Les entreprises d'insertion :**
Les entreprises d'insertion s'inscrivent dans des marchés concurrentiels. Elles bénéficient d'un conventionnement et d'aides de l'Etat pour l'emploi de personnes en difficulté. L'objectif est de permettre à ces personnes d'acquérir une plus grande autonomie afin d'accéder soit à une formation qualifiante, soit à un emploi durable.
- **Les entreprises de travail temporaire d'insertion :**
Les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) mettent à disposition des personnes en parcours d'insertion (bénéficiaires rSa, jeunes sans qualifications, demandeurs d'emploi de longue durée...), dans le cadre de missions d'intérim, souvent dans la manutention, le bâtiment, l'entretien et le nettoyage. Leur fonctionnement est le même que celui d'une agence d'intérim. Le droit commun régit leur activité, mais un accompagnement est assuré (suivi au sein de l'entreprise et dans leur vie quotidienne) ainsi qu'une aide à la formation.
- **Les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification :**
Constitués sous forme d'associations, les GEIQ sont des groupements d'employeurs créés, pilotés et gérés par leurs entreprises adhérentes. Les groupements recrutent les salariés et mettent en place des parcours d'insertion et de qualification en s'appuyant sur l'alternance, le tutorat et un accompagnement socioprofessionnel. Ils assurent une stabilité aux salariés en leur faisant signer un seul contrat avec le groupement. Puis, ils les mettent à disposition des entreprises adhérentes, qui rémunèrent le GEIQ pour ce service.
- **Les entreprises adaptées (EA)**
L'entreprise adaptée (EA) est une entreprise à part entière (secteur marchand), qui permet à des personnes reconnues travailleurs handicapés à efficience réduite, d'exercer une activité professionnelle salariée dans des conditions adaptées à leurs besoins. Sa vocation est de soutenir et d'accompagner l'émergence et la consolidation d'un projet professionnel du salarié handicapé en vue de sa valorisation, sa promotion et sa mobilité au sein de la structure elle-même ou vers les autres entreprises.
- **Les associations intermédiaires :**
Les associations intermédiaires (AI) embauchent des salariés en insertion, puis les mettent à disposition de particuliers, d'associations, de collectivités locales et d'entreprises. Il s'agit généralement de travaux occasionnels, d'emplois de maison, d'entretien ou de nettoyage. Un accompagnement et une formation du salarié sont assurés par l'AI.

2

L'INSERTION : CONDITION D'EXECUTION DU MARCHE (ART. 14 CMP)

- **Les ateliers et chantiers d'insertion :**

Les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) proposent à des personnes éloignées de l'emploi une première étape de réinsertion par le travail. Les ACI peuvent être organisés ponctuellement (chantier de rénovation de bâtiment, par exemple) ou de manière permanente. Dans tous les cas, la structure porteuse doit être conventionnée par l'Etat en tant qu'ACI.

- **Les établissements et services d'aide par le travail (ESAT)**

L'établissement et service d'aide par le travail (ESAT) est un établissement médico-social (secteur non-marchand), il a une double finalité :

- Permettre, par des conditions de travail aménagées, à une personne handicapée qui ne peut momentanément ou durablement exercer une activité professionnelle en milieu ordinaire de production ou en entreprise adaptée, d'accéder à une vie professionnelle et sociale.
- Permettre à toute personne qui par la suite a acquis les capacités suffisantes, de quitter l'ESAT vers l'EA ou l'entreprise de travail ordinaire, ou de trouver un environnement plus adapté à sa situation.

- **Les régies de quartier :**

A la fois outils de gestion urbaine, lieux de mobilisation démocratique et acteurs de l'insertion par l'économie, ce sont des associations qui développent des services de proximité, tels que le nettoyage d'immeubles, l'entretien des espaces verts, certains services à domicile (petit bricolage, coursiers...), l'animation de quartier... Elles sont regroupées au sein du [Comité national de liaison des régies de quartier](#), dépositaire de la marque Régie de quartier. On y trouve des régies de quartier (urbaines) et des régies de territoire (rurales)

2

L'INSERTION : CONDITION D'EXECUTION DU MARCHE (ART. 14 CMP)

2.6 L'évaluation de l'insertion

La mesure de l'évaluation de la clause sociale par le chargé de mission des clauses sociales et les relais locaux

Les relais locaux ont en charge la mise en œuvre des dispositifs d'insertion.

Ils collectent les données chiffrées auprès des entreprises et en assurent la transmission au chargé de mission clauses sociales qui les centralise pour l'ensemble du Département.

Ces données sont transmises mensuellement.

Outre la comptabilisation des heures travaillées, un bilan qualitatif est effectué et transmis par le relais local au chargé de mission clauses sociales. Ce bilan qualitatif fera état des difficultés rencontrées, des actions d'insertion engagées et des résultats obtenus.

Ces éléments seront relayés auprès des services opérationnels lors du bilan d'évaluation de la mise en œuvre de la clause sociale.

L'application éventuelle des pénalités par le service opérationnel

Avant le solde du marché, le chargé de mission des clauses sociales transmet au service opérationnel le bilan de l'action d'insertion effectuée par le titulaire.

Le bilan précisera :

- le nombre d'heures d'insertion réalisées par le titulaire ;
- le cas échéant le nombre d'heures d'insertion non réalisées, pour lesquelles des pénalités devront s'appliquer ;
- le cas échéant les pénalités dues en cas de retard ou de non transmission des renseignements nécessaires à l'évaluation de la clause sociale.

[Lien Bilan clause sociale](#)

3 LES MARCHES RESERVES (ART. 15 CMP)

3.1 Les marchés et publics concernés

L'acheteur peut réserver un marché à des structures employant des personnes handicapées par référence à l'article 15 du code des marchés publics.

Les structures employant des personnes handicapées

- **Les entreprises adaptées (EA)** (anciennement « ateliers protégés ») :

L'entreprise adaptée (EA) est une entreprise à part entière (secteur marchand), qui permet à des personnes reconnues travailleurs handicapés à efficience réduite, d'exercer une activité professionnelle salariée dans des conditions adaptées à leurs besoins. Sa vocation est de soutenir et d'accompagner l'émergence et la consolidation d'un projet professionnel du salarié handicapé en vue de sa valorisation, sa promotion et sa mobilité au sein de la structure elle-même ou vers les autres entreprises.

- **Les établissements et services d'aide par le travail (ESAT)** (anciennement « C.A.T. »)

L'établissement et service d'aide par le travail (ESAT) est un établissement médico-social (secteur non-marchand), il a une double finalité :

- Permettre, par des conditions de travail aménagées, à une personne handicapée qui ne peut momentanément ou durablement exercer une activité professionnelle en milieu ordinaire de production ou en entreprise adaptée, d'accéder à une vie professionnelle et sociale.
- Permettre à toute personne qui par la suite a acquis les capacités suffisantes, de quitter l'ESAT vers l'EA ou l'entreprise de travail ordinaire, ou de trouver un environnement plus adapté à sa situation.

- **Les structures équivalentes employant principalement des personnes handicapées**

La notion de structures équivalentes permet de laisser la porte ouverte à d'autres catégories juridiques existant notamment dans d'autres états membres de l'union européenne.

3 LES MARCHES RESERVES (ART. 15 CMP)

Les marchés concernés

Tout type de marché peut être concerné. En pratique, il s'agit principalement de prestations qui ne requièrent pas beaucoup de technicité : mise sous pli de documents, entretien d'espaces verts, couverture de livres, etc.

Il convient lors du choix du marché réservé d'évaluer préalablement la capacité de production des entreprises adaptées et des ESAT à répondre au marché.

Offre du secteur ESAT/EA

La mission diversité du PDR est en train d'établir une liste de structure, par zone géographique, détaillant leur champ d'intervention.

Le chargé de mission clauses sociales (PDD-Manuel Martinez) peut aider les services à repérer les marchés pertinents au regard des capacités de réponse des structures accueillant des travailleurs handicapés.

Sondage préalable des structures avant le lancement de la consultation

Le service opérationnel doit établir une fiche sur les principales caractéristiques du marché (caractéristiques techniques, étendue, planning de l'opération, compétences et technicités nécessaires). [Lien vers la fiche](#)

Le service opérationnel établit la fiche avec l'appui du chargé de mission et l'envoie à clauses-sociales@cg34.fr

La mission diversité enverra la fiche aux différents réseaux fédérant les EA et ESAT pour un sondage sous 15 jours. La mission diversité fera le retour de la capacité des ESAT et EA à répondre à ce type de consultation (mesure si risque d'infructuosité). Un [mode opératoire](#) a été rédigé qui reprend ces différentes étapes.

3

LES MARCHES RESERVES (ART. 15 CMP)

3.2 Les modalités de publicité et de mise en concurrence

Préparation du dossier de consultation

Le DCE sera rédigé par le service opérationnel en collaboration avec le service achats publics.

Le dossier de consultation doit être allégé :

- Un dossier de candidature allégé a été créé spécifiquement (à joindre au DCE). [Lien](#)
- Les pièces administratives et techniques doivent être simplifiées : les pièces administratives seront rédigées avec l'appui du service achats (rédaction d'une lettre de consultation, AE valant CCP). Le service veillera à alléger les pièces techniques : en travaux, il est conseillé de ne pas rédiger un BPU avec détail estimatif, les structures ont pour habitude professionnelle de travailler en prix global et forfaitaire (possibilité si besoin de rédiger une DPGF). Pour la réponse des entreprises, le service veillera à rédiger un cadre de mémoire technique simplifié (ne pas utiliser de SOPAQ, SOGED, etc.)

La procédure de mise en concurrence

Les règles de publicité et de mise en concurrence sont les règles ordinaires. Il n'y a aucune dérogation : les structures employant les personnes handicapées sont mises en concurrence selon les mêmes règles applicables à tout opérateur économique.

En revanche, la mise en concurrence s'effectuera qu'entre des structures employant des personnes handicapées. Tout opérateur n'étant pas une EA, ESAT, ou organisme équivalent, verra sa candidature rejetée.

Lancement de la consultation

Pour tous les marchés d'un montant supérieur à 15 000 Euros HT, le DCE sera mis en ligne et publié par le service achats publics : BOAMP + plateforme + information des réseaux.

Il convient de préciser dans l'avis d'appel public à la concurrence que « le marché sera réservé aux entreprises adaptées (EA) ou aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) en application de l'article 15 du code des marchés publics »

Dans Marco, il est nécessaire d'insérer cette clause dans l'écran « conditions particulières de participation », zone « marchés réservés à des EA ou ESAT »

En fonction de l'opération, un délai raisonnable sera fixé pour la date limite de réception des offres.

Notification du marché : réduction de la taxe versée au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPH – FP)

Lors de la notification du marché, il convient d'adresser au PDR la copie de l'acte d'engagement et du cahier des charges :

Pôle des ressources
Dpt GRH, carrières, retraites, gestion financière
Direction de la coordination financière et informatique
Service budgétaire et financier
Edwige Galibert
☎ 81.38
✉ egalibert@cq34.fr

Les dépenses du marché vont venir en déduction de la taxe due par la collectivité concernant l'obligation d'emploi de personnes handicapées.

Au terme de chaque année civile (au plus tard avant le 28 / 02 / N+1), les justificatifs (copies des factures et du mandat) doivent être transmis au Service budgétaire et financier.

4

LES MARCHES D'INSERTION (ART. 30 CMP)

4.1 Les marchés concernés

Objet du marché : insertion

Le marché d'insertion est un marché de service qui a pour objet la réalisation de services d'insertion et/ou de qualifications professionnelles destinés à des personnes en difficulté (du type appui et accompagnement à l'emploi, formation, ...)

Attention : des travaux ou services peuvent éventuellement être l'un des supports de l'action d'insertion visée, mais ne peuvent pas constituer l'objet du marché. A l'inverse, si l'acheteur souhaite donner une dimension sociale à un marché de travaux ou de service, il doit recourir à l'article 14 du code des marchés publics.

Exemple d'activité support :

- un marché de démolition est programmé à l'échéance d'un an. En attendant, il peut être envisagé de confier à un chantier d'insertion les travaux de « dévitalisation ou de dépurcation » (retrait des tuyaux, sanitaires, etc.)
- une opération de construction est pressentie à moyen terme, il faut préparer le chantier par des opérations de débroussaillage, de nettoyage, de démontage... Le recours à l'ACI peut être envisagé.

Les prestataires : les ateliers et chantiers d'insertion (ACI)

Contrairement aux EI, ETTI et GEIQ, qui produisent et commercialisent des biens et services (secteur marchand), les ACI développent des activités présentant un caractère d'utilité sociale (secteur non marchand)

La raison d'être d'une ACI n'est pas la production de biens et de services en vue de leur commercialisation, mais bien de « faciliter l'insertion sociale de ceux qui l'exercent, en recherchant les conditions de leur insertion professionnelle durable » (Art. L.5132-15 du code du travail)

A retenir :

Quand on passe un marché de services de qualification et d'insertion professionnelle, on achète une action d'insertion, on paye des prestations d'insertion et on évalue une démarche d'insertion. Il ne s'agit pas de substituer l'ACI (secteur non marchand) à l'entreprise du secteur privé (secteur marchand)

4

LES MARCHES D'INSERTION (ART. 30 CMP)

4.2 Mise en concurrence et procédure allégée

Les marchés d'insertion sont soumis à des obligations de publicité et de mise en concurrence. Toutefois, ces marchés bénéficient d'une procédure allégée.

Une procédure de mise en concurrence allégée : MAPA

Quel que soit le montant du marché, le marché d'insertion est passé selon une **procédure adaptée** définie à l'article 28 du code des marchés publics.

A partir de 207 000€ HT, le marché devra être attribué par la commission d'appel d'offres.

Une publicité adaptée

Concernant la publicité, le code des marchés publics n'impose pas de publicité obligatoire (type BOAMP, JAL, JOUE) Le pouvoir adjudicateur choisit librement le ou les supports de publicité adaptés (JAL, Internet, BOAMP, etc.)

Les supports de publicité retenus doivent tenir compte des caractéristiques du marché et permettre une concurrence effective entre les opérateurs ayant vocation à y répondre.

Pour les marchés d'insertion supérieurs à 207 000 € HT, le pouvoir adjudicateur devra adresser un avis d'attribution au JOUE et au BOAMP en indiquant s'il en accepte la publication.

Jugement des offres

Les critères de jugement des offres ne doivent pas porter sur la qualité des travaux ou services réalisés mais bien sur l'objet même du marché, à savoir la qualité de l'insertion. Le jugement des offres se fera sur la pertinence de la démarche d'insertion et sur le coût du dispositif d'insertion.

4 LES MARCHES D'INSERTION (ART. 30 CMP)

Distinction article 30 - article 14 du CMP

Les marchés conclus au titre de l'article 30 diffèrent des marchés conclus selon l'article 14 du CMP :

	Article 30 « marché d'insertion »	Article 14 « clauses sociales »
Objet	Marché dont l'objet principal est l'insertion sociale	Marché qui a pour objet l'exécution de travaux, de prestations de services ou de fournitures, dans lequel l'acheteur public insère une dimension sociale, obligeant l'entreprise à réaliser une action d'insertion dans le cadre de l'exécution de son marché.
Critères de jugement des offres	Liés à l'action d'insertion, et non à la réalisation de la prestation support	Liés uniquement à la réalisation de la prestation support
Procédure	Procédure adaptée quel que soit le montant du marché	Procédure définie en fonction du montant du marché
Prestataires concernés	Organismes d'insertion (ACI)	Entreprises de travaux, prestataires de services, fournisseurs